

## ACTES NEUJ PRO 2010

### ATELIER 4

## LES JEUNES ET LE MONDE DU TRAVAIL : ATTENTES, CLICHÉS ET MALENTENDUS

#### **Intervenants :**

**René BELIN**, Président du club Auvergne de l'association Jeunesse et Entreprise

**Florian MEYER**, Secrétaire national à la communication et aux relations extérieures à la jeunesse ouvrière chrétienne

**Thiébaud WEBER**, membre de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)

**Animateur : Jean-Marc DUMONT**, animateur territorial pour la formation professionnelle et l'apprentissage pour le compte du Conseil Régional dans l'Allier

#### **Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Merci à vous de votre participation ; le Conseil Général m'a demandé d'animer cet atelier ; nos intervenants se présenteront eux-mêmes ; je suis animateur territorial pour la formation professionnelle et l'apprentissage pour le compte du Conseil Régional dans l'Allier ; j'ai un regard aussi sur la question que nous allons essayer de traiter, des rapports entre les jeunes et les entreprises, comment les jeunes voient les entreprises et qu'est-ce qu'une entreprise attend d'un jeune.

Il s'agit d'un atelier d'échanges ; l'idée n'est pas que les intervenants donnent des solutions toutes faites et viennent nous parler de ce que les jeunes attendent de l'entreprise, ou comment ils voient l'entreprise, ou l'inverse, qu'est-ce qu'une entreprise attend d'un jeune ? On sait que les relations sont difficiles, que souvent le premier contact est difficile à créer, que les entreprises ont des images parfois un peu stéréotypées des jeunes ; d'abord, de quels jeunes parle-t-on aussi ? Il serait intéressant de balayer tout le champ de la jeunesse ; souvent on a des images stéréotypées par rapport à des jeunes sans qualification ; mais est-ce qu'un jeune qui a un bac plus 5 peine autant à s'insérer dans une entreprise qu'un jeune qui n'a pas de diplôme ?

Cela peut être intéressant, je pense que nous aurons ces éclairages.

Monsieur BELIN est Président du club Auvergne de l'association Jeunesse et Entreprise ; on ne traitera pas la question aujourd'hui, forcément, il s'agit plutôt de donner quelques expériences et d'échanger, nous essaierons d'objectiver cette question avec un certain nombre d'études, de données chiffrées ; Monsieur BELIN prendra cette partie en charge et nous aurons peut-être un peu plus l'éclairage côté entreprise.

Nous aurons ensuite les interventions de Florian MEYER, secrétaire national à la communication et aux relations extérieures à la jeunesse ouvrière chrétienne et Thiébaud WEBER, membre de la Confédération française démocratique du travail (CFDT).

La question est bien posée dans le thème, l'important est de vous écouter, j'en arrête là ; nous aurons un petit exposé de nos intervenants, nous échangerons sur les interventions, puis à la fin, nous échangerons d'une manière un peu globale ; nous attendons de vous de l'interactivité ; il s'agit d'échanger sur vos expériences, sur vos territoires, avec des choses qui fonctionnent ou qui ne fonctionnent pas ; nous interpellons aussi nos trois intervenants ; l'idée est de ne pas avoir une intervention lisse ; le sujet fâche parfois, il peut être donc intéressant de les interpeller sur les pratiques et ce qu'ils font.

#### **René BELIN, Président du club Auvergne de l'association Jeunesse et Entreprise**

Bonjour, le sujet de cet atelier « les jeunes et le monde du travail, attentes, clichés et malentendus » est certainement un sujet d'actualité et un sujet complexe ; j'essaierai dans mon exposé d'éviter les

clichés pour me focaliser davantage sur les attentes telles qu'elles s'expriment au travers d'enquêtes, d'évaluations, dont les résultats (Monsieur DUMONT le disait à l'instant) sont parfois durs, accablants, mais qu'il faut prendre comme tels, parce qu'ils quantifient une réalité sur la problématique de la jeunesse face au monde du travail aujourd'hui.

Je suis un ancien dirigeant d'entreprise, j'ai travaillé dans plusieurs pays, en Angleterre, en Suède, aux Etats Unis, ce qui m'a permis d'approcher, d'une certaine façon, les systèmes d'éducation et de formation dans ces différents pays ; il est clair que si, d'un pays à l'autre, les systèmes diffèrent évidemment, on peut dire que d'une manière générale, ils diffèrent tous de notre système français.

Face à ce problème qu'a exposé Monsieur DUMONT, 1,6 million de jeunes aujourd'hui sont sur le bord de la route, c'est vrai, je dirais tout d'abord, dans une note optimiste, qu'il n'y a pas de fatalité sur l'entrée des jeunes dans le monde du travail et c'est heureux ; mais il y a une vraie difficulté, elle ne dépend pas uniquement de la faiblesse de l'offre d'emploi ; c'est un peu facile et rapide de conclure ainsi ; elle dépend plus profondément d'une préparation inadéquate des jeunes au monde du travail ; la jeunesse française n'est pas différente de celle des autres pays, elle recèle les mêmes valeurs de spontanéité, d'enthousiasme, de créativité, les mêmes caractères, les mêmes qualités, physiques, intellectuelles, nous pourrions citer beaucoup d'exemples qui le démontrent, mais il y a un problème, et le problème de la jeunesse aujourd'hui pourrait être qualifié en 2 mots : anxiété, manque de confiance.

J'essaierai dans cet exposé de donner un éclairage sur le pourquoi.

Ces atouts sont bridés par une culture française forte, un système éducatif très formaté et qui tarde à s'adapter aux exigences d'un monde ouvert et terriblement concurrentiel ; c'est la réalité du jour ; je commencerai cet exposé par un parallèle très court entre la rapidité de l'évolution du monde économique au travers des entreprises qui, depuis un siècle, sont lancées dans une course de recherche d'amélioration continue des performances, ce qui a conduit, entre autres, chacun d'entre nous, à l'amélioration de notre niveau de vie et par rapport à cela, un système d'éducation français qui lui est resté encore très axé sur un autre monde, qui était celui d'une France hexagonale fermée, protégée, à l'intérieur de frontières, qui tout d'un coup pose un vrai problème, dès lors que ce pays est entré de plain-pied de bon gré ou mal gré, dans l'ouverture au monde, dans ce que l'on appelle « la mondialisation » et « la globalisation des marchés ».

C'est un vrai problème aujourd'hui, reconnu d'ailleurs par tous les acteurs, que ce soit le monde des enseignants, ou le monde de l'entreprise, ou tout simplement les autres acteurs du monde associatif.

Je vais traiter 3 points : le premier, je l'ai dit à l'instant, c'est l'entreprise à la recherche permanente du progrès, parce que c'est sa condition de survie, tout simplement ; elle le fait ou elle disparaît ; et d'autre part, le système éducatif ; la question est : est-ce que notre système éducatif répond aujourd'hui aux exigences du monde du travail ?

J'éviterai les clichés, je le répète, je me référerai uniquement à des données objectives, reconnues par tous ; je terminerai enfin par cette assertion « apprendre aujourd'hui pour réussir demain », avec quelques pistes et quelques ouvertures, car aujourd'hui aussi, le monde de l'éducation bouge, et bouge très vite.

L'entreprise à la recherche du progrès : tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, le monde économique s'est profondément transformé, par l'évolution de son monde de fonctionnement, son organisation, ses modes de management ; je remonterai à TAYLOR, le fameux TAYLOR que tout le monde connaît, le père du management scientifique, qui fait tout de même passer l'industrie du début du 20<sup>ème</sup> siècle de ce qui était à l'époque l'improvisation, le temps des inventions, des inventeurs, à l'organisation rationnelle, et qui multiplie tout de même la productivité par 3.

Ce système pose un vrai problème, celui de la césure entre le monde qui pense, les gens qui pensent et les gens qui font : « head and hands » dit-on aux Etats Unis, « la tête et les mains ».

Henry FORD, la vedette de l'âge d'or américain, du travail à la chaîne, bien payé, c'est la fameuse journée à 5 dollars, qui va permettre aux employés de FORD d'acheter la voiture qu'ils produisent, produit un produit unique : la FORD T et il ne perçoit pas que la voiture de tout le monde doit être aussi la voiture de chacun ; Henry SLOANE, de General Motors, à l'écoute du marché, lui s'oriente vers une diversité très forte, très accentuée, des produits, des modèles, mais au détriment des coûts et de la qualité.

Le statisticien Edwards DEMING lui constate que l'opérateur, dans cette qualité n'intervient que pour 6% dans la qualité finale, qu'en revanche, le processus lui est la cause de 94 % de la non-qualité et des problèmes ; il pose véritablement la vraie question, celle du processus ; voilà donc la fameuse roue de DEMING, le fameux PDCA, la méthode de résolution des problèmes que l'on utilise toujours aujourd'hui.

On peut ici voir un problème avec le processus d'éducation.

Puis vient un Japonais, TAI SHI ONO, c'est l'homme des 5 pourquoi ; il est à la recherche de la réalité, il considère qu'il faut poser 5 fois la même question pour véritablement identifier la cause profonde, réelle, d'un problème ; les 4 premières réponses, il faut les écarter, ce sont des réponses « de circonstance », dira-t-on, mais pas la réponse au vrai problème identifié ; cette méthode est véritablement celle qui permet d'identifier, mais surtout de corriger les dysfonctionnements.

Et il y a Peter DRUCKER, c'est le père du marketing, qui donne la primauté du management au management global et qui abandonne le management sectoriel ; le management sectoriel, c'est ce que j'appelle « la vision de la lucarne », c'est une façon de regarder son propre domaine avec son œil ; le global est d'abandonner cette méthode pour voir véritablement le processus dans sa globalité et ce qu'il en sort à la sortie.

Et il y a MOORE : je ne sais pas si MOORE vous dit quelque chose : c'est le grand responsable de notre problématique aujourd'hui ; c'est le fondateur d'INTEL ; en 1965, Gordon MOORE affirme que le nombre de transistors sur un circuit de même taille va doubler à prix constant tous les 18 mois ; en réalité, au début, il avait dit « tous les ans », après il a corrigé par « tous les 18 mois » ; il en déduisit donc que la puissance des ordinateurs allait croître de façon exponentielle ; en 1997, voici peu, il a déclaré que cette évolution connaîtrait une borne en 2017, jusque là, il ne s'est pas trop trompé, avec une limite physique, qui est celle de l'atome ; mais d'ici là, nos ordinateurs, ceux que nous avons aujourd'hui, auront une puissance qui sera 1.500 fois supérieure, ce qui signifie en terme clair que l'ordinateur que vous achetez aujourd'hui est obsolète au moment même où vous le payez.

Voyez tout de suite le raccourci entre l'historique que je viens de faire sur un siècle et d'un coup, l'accélération absolument extraordinaire de notre monde, de notre technologie, et donc des exigences qui se posent aujourd'hui à la jeunesse, dont je pense qu'elle est tout à fait consciente.

Voici ce monde dans lequel notre jeunesse arrive ; la question qui se pose est : est-elle préparée ? A-t-elle été éduquée pour affronter les exigences de ce monde qui est celui de l'emploi et donc de l'insertion ?

Je vais vous présenter quelques résultats, assez accablants je vous préviens tout de suite, il n'y a pas de provocation de ma part, ce sont tout simplement des faits. J'ai repris les résultats d'un sondage SOFRES sur l'école et les jeunes ; 20 % des jeunes seulement, 1 sur 5, sont satisfaits de la préparation à l'insertion dans le monde du travail ; c'est quand même quelque chose qui pose question ; 58 % des jeunes occupent, 7 ans après la fin de leurs études, des emplois hors du domaine de leur formation initiale, et 14 % de ces jeunes ont changé de métier 7 ans après.

Du coup, il faut enfoncer une idée toute faite, qui est celle de la mobilité ; ce résultat montre tout simplement que la mobilité n'est pas un sujet tabou, comme on l'entend trop souvent, que les jeunes changent, s'adaptent, n'hésitent pas, dans les premières années de leur vie professionnelle, à changer de domaine d'activité, de métier, d'entreprise. J'en témoigne, dans ma vie, en 40 ans de carrière, j'ai travaillé dans 6 entreprises ; cela fait une moyenne qui m'a paru très convenable, elle permet de se remettre en cause, d'apprendre, ce qui me paraît être une bonne chose.

J'en viens maintenant à l'université, 53 % des diplômés universitaires, bac plus 4 ou bac plus 5, sont à la recherche d'un emploi un an après l'arrêt de leurs études ; cela répond d'une certaine façon à votre question, Monsieur DUMONT ; ces jeunes cumulent un double handicap : le plus fort taux d'emploi précaire, c'est le grand problème de ces très diplômés que l'on retrouve parfois dans les rayons des supermarchés ; j'ai rencontré un jeune bac plus 5 en géographie qui était cariste dans une grande surface à Clermont ; on peut s'interroger tout de même sur cette situation, qui n'est pas le cas d'une personne, qui est assez général.

Le plus fort taux d'emploi précaire, mais aussi le plus fort taux de chômage ; 40 %, 3 ans après leur sortie du système scolaire, contre 4 % pour les autres diplômées de l'enseignement supérieur ; d'un côté des filières, 40 % de chômage 3 ans après la fin de leurs études, et pour d'autres, toujours sortis de l'enseignement supérieur, 4 % ; cela pose un grand problème sur les filières d'orientation.

Ces jeunes, pourquoi sont-ils sur le bord de la route ? Tout simplement parce qu'ils ne connaissent pas l'entreprise, ni la vie de l'entreprise, ni ses codes, ni ses exigences ; on ne leur a jamais appris, ils sont restés dans un autre monde, parallèle, et bien entendu, quand ils arrivent dans le monde de l'entreprise, on ne les prend pas.

Sur le plan international, maintenant, un jeune Français met 2 fois plus de temps qu'un Allemand pour trouver son 1<sup>er</sup> emploi et 4 fois plus qu'un Danois ; il semble donc qu'il n'y ait pas de fatalité, que dans certains pays on a trouvé les voies et moyens de résoudre ce problème.

Faut-il s'étonner du pessimisme de la jeunesse quand on a, Monsieur DUMONT l'écrit dans la plaquette du colloque, 1,6 million de jeunes (ce n'est pas rien) qui se trouvent plus ou moins dans cette situation ? Comment les jeunes voient l'entreprise ? Comment l'entreprise voit les jeunes ? Les entreprises ont des difficultés de recrutement, vous entendez cela partout, et elles l'expliquent de la façon suivante : absence de candidat, comportement inadapté, inadéquation du profil des candidats

aux postes recherchés, 74 % manquent de motivation, 67 % manquent d'expérience ; on est là dans un vrai paradoxe ; autrement dit, les entreprises recherchent des gens qui ont de l'expérience mais ne leur donnent pas la possibilité de les intégrer pour acquérir cette expérience ; cela pose une question tout de même ; ce sont des faits.

A cela les jeunes répondent : méconnaissance des métiers, mal ou très mal informés, rejet des métiers manuels trop pénibles physiquement, métiers incompatibles aux objectifs de qualité de vie ; cette pénurie de désaffectation, comme disent les spécialistes, traduit le décalage entre les offres d'emploi des entreprises et les attentes des jeunes ; il y a là un vrai décalage.

L'image de l'entreprise chez les jeunes : ils la voient comme un univers dur, difficile d'accès, c'est le moins qu'on puisse dire, un monde fermé, injuste, des stages sans intérêt, on peut le dire, souvent, pas toujours, des missions d'intérim sans acquisition de compétence, ils n'ont pas tort, des formations qui ne servent à rien, 50 % se sentent mal aimés des entreprises (c'est un sondage Opinion Way) et 67 % encore dans ce sondage jugent l'école responsable du décalage existant entre l'entreprise et eux.

Evidemment, quand on donne de tels chiffres, qui ne sont pas des clichés, qui sont tout simplement une réalité de ce monde, on est amené à en tirer quelques conclusions : d'abord, une grande déception devant des portes fermées ; l'une des réponses que l'on peut apporter, c'est la dévalorisation de l'enseignement professionnel dans ce pays, qui est une sélection par défaut ; on pourrait traduire de manière un peu triviale : « tu es nul, tu vas dans la voie professionnelle » ; ainsi apparaît le clivage entre deux mondes, celui de l'entreprise et de l'école, ce n'est pas nouveau, c'est une porte ouverte que j'enfonce, c'est en tous les cas l'urgente nécessité, au-delà de nombreuses initiatives déjà prises par les différents acteurs, d'encourager et de multiplier les passerelles et surtout les actions.

Si l'on s'intéresse véritablement au succès de l'entrée des jeunes dans la vie active, on ne peut dissocier filière de formation et opportunité d'emploi ; les entreprises sont très mal connues ; la télévision a fait connaître les commissariats, pas beaucoup les entreprises, il suffit de regarder les programmes.

Face à ces observations connues et partagées de la plupart des acteurs, sur ces sujets, sur ces chiffres, 95 % des professeurs des collèges vous diront « c'est cela, bien sûr » ; il faut bien se garder de chercher des responsables et de désigner des boucs émissaires, ce serait trop facile ; la relation avec l'entreprise est complexe, elle résulte d'un contexte historique, culturel, social et professionnel ; il faut donc multiplier les initiatives pour faire découvrir les entreprises aux jeunes et je vais vous en présenter une ; je n'étais pas dit que j'étais le Président de Jeunesse et Entreprise Auvergne ; Jeunesse et Entreprise est une association qui a maintenant 25 ans d'existence, qui a été créée par Yvon GATTAZ, un industriel, un créateur d'entreprise, fils d'instituteur, qui avait perçu ce problème du décalage entre les jeunes et l'entreprise ; il a créé cette association dont la mission est d'informer, par des actions, de créer des passerelles entre l'école et l'entreprise.

L'année dernière, j'ai pris une initiative pour faire découvrir les entreprises aux jeunes, une parmi d'autres, j'ai lancé avec le soutien du Recteur de l'Académie de Clermont, Gérard BESSON, et en partenariat avec la Fondation Varenne et le Journal La Montagne, un concours régional « raconte moi une entreprise » que je vais vous présenter très rapidement.

Ce concours s'adresse aux collégiens, aux lycéens et aux étudiants des classes de BTS de tous les établissements de l'Académie de Clermont-Ferrand ; le but est de découvrir une entreprise, comprendre une entreprise, avoir un regard personnel, pertinent, sur une entreprise, et exprimer un point de vue, en approfondissant l'analyse au travers de 4 points : trouver un point fort de cette entreprise parmi 4 domaines (l'innovation, la qualité, la sécurité, l'environnement ou l'international) ; c'est un projet formateur et gratifiant, car au niveau du collège et du lycée, il permet à un groupe d'élèves, piloté par un enseignant, dans le cadre d'un projet pédagogique (ceci entre tout à fait dans les programmes actuels) de chercher, découvrir une entreprise, solliciter des interviews pour en dégager une analyse, un point fort, dans le but de réaliser un article journalistique avec une reconnaissance dans le cadre d'une manifestation annuelle qui a lieu à Clermont où l'on présente les lauréats, les enseignants, les entreprises qui ont participé et qui donne un prix d'une valeur à peu près de 1.000 € en équipements.

Les reportages sont primés selon leur originalité, leur pertinence, la qualité de l'écriture, c'est très apprécié des profs de français, et la qualité des illustrations, car on accepte toutes formes de supports. Ce concours a eu pour sa première année un vrai succès, car 52 établissements ont participé à ce concours, auquel nous n'avions pas donné une grande publicité ; les meilleurs reportages sont publiés par le journal La Montagne.

C'est un exemple ; lorsque j'entends les professeurs, de même que les élèves, ils sont surpris, à la fois de l'autonomie qui leur est donnée ; on n'est pas là dans un cadre imposé, formaté, non, ce sont

eux, de leur propre initiative, qui vont dans leur environnement, trouver une entreprise qui leur convient, prendre les contacts, et mener cette action en toute autonomie.

Ensuite, ces collégiens sont surpris d'interviewer librement un chef d'entreprise, de découvrir l'organisation d'une entreprise, de parler aux collaborateurs, de découvrir les métiers de cette entreprise, les produits, les problèmes aussi, au quotidien ; ensuite, il faut qu'ils s'attaquent à ce qui est un véritable exercice de communication, de synthèse d'informations récoltées, pour les traduire d'une façon intéressante pour le lecteur.

J'en ai fini avec ce concours et je reviens à mon sujet très brièvement ; en raison de ce succès, le Recteur m'a invité cette année à participer à ses réunions de rentrée, pour le présenter aux chefs d'établissement, aux cadres de l'éducation nationale, et dans l'Allier, c'était à Cusset, dans ce magnifique lycée Valéry LARBAUD, qui prépare à des CAP, des bac pro, des BTS, dans des filières où il y a vraiment du recrutement et de l'emploi me disait le directeur de cet établissement, des filières qui sont l'hôtellerie-restauration, l'assistance à la personne, le para-médical et l'optique.

Je veux bien que encore, les parents, les filières de sélection et d'orientation regardent cette formation d'une façon un peu négative, mais voilà, me semble-t-il, une voie du succès pour la formation des jeunes.

Maintenant l'entreprise, les Français d'une manière générale, et je m'adresse là aux parents, qui sont le plus souvent attachés à l'entreprise dans laquelle ils travaillent, n'aiment pas l'économie en revanche, n'y comprennent pas grand chose, parce qu'on ne la leur a jamais enseignée ; au collège, on n'a jamais enseigné l'économie ; et aujourd'hui, dans notre monde, en tout cas pour un jeune qui veut y entrer, s'il veut comprendre ce monde, il a besoin sérieusement de connaissances dans ce domaine ; et si les jeunes sont anxieux aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'ils naissent comme cela, je ne le pense pas, mais parce que nous, les adultes, les parents, nous leur transférons nos peurs, notre anxiété et notre angoisse pour eux et pour l'avenir ; c'est je crois un peu français, car en Hollande, 96% des jeunes interrogés revendiquent un bon moral, et 25 % voient la vie en rose. Je ne pense pas que ce soit la culture des tulipes, d'autant que ce genre de résultat se retrouve dans la plupart des autres pays européens ; on peut donc dire que nous avons une jeunesse européenne plutôt optimiste pour l'avenir et une jeunesse française plutôt inquiète pour l'avenir, elle.

Pourquoi 5 % ? Nous sommes dans un cadre de pensée en France, souvent encore trop statique, mais nos jeunes eux, aujourd'hui, sont en connexion ouverte et permanente sur le monde ; je parlais tout à l'heure de Gordon MOORE, on pourrait aussi parler un peu de l'Internet ; il y a donc ce décalage entre un monde qui est le mien, que l'on va qualifier d'un peu « ancien », et le monde de la jeunesse d'aujourd'hui, totalement ouvert, totalement en prise directe avec ce monde, Facebook est passé par là.

Les jeunes et l'école : une évaluation a été faite en 2008 par le Haut Conseil à l'Education ; 15 % des élèves de CM2 sont en difficulté lourde ; le Haut Conseil indique « qu'ils sont condamnés à une scolarité difficile au collège et à une poursuite d'études incertaine au-delà » ; 25 % d'élèves sont en grande difficulté à l'entrée en 6<sup>ème</sup>, un quart ; 20 % des jeunes de 15 ans ne maîtrisent pas les connaissances de base du français et des maths (ce n'est pas moi qui dis cela, mais le Haut Conseil à l'Education) ; près de 160.000 élèves sortent chaque année du système, sans diplôme, sans qualification ; voilà ; comment ces jeunes qui n'ont pas de diplôme, qui n'ont pas de qualification, peuvent entrer aujourd'hui dans le monde du travail avec ses exigences fortes ?

EPISA qui mesure au plan européen et international d'ailleurs, les performances de lecture des élèves en fin de CM1 situe la France en queue de peloton des pays de l'union européenne ; nous avons donc, bien évidemment, un véritable problème de formation au niveau du primaire.

Deux exemples édifiants pour détendre un peu, mais vécus : un professionnel de santé qui intervient dans une classe et pose la question : « est-ce que vous vous intéressez aux questions sanitaires ? » ; réponse « oui, je veux être plombier ». Mais vous vous souvenez tous que le Président POMPIDOU, décédé à son poste de travail pourrait-on dire, après l'élection de GISCARD, un journaliste d'une grande station de radio pose la question à GISCARD : « allez-vous subir un contrôle sanitaire ? » ; comment peut-on avoir une communication aujourd'hui, qui est quand même le fondement de la relation à l'autre, si l'on ne maîtrise pas les bases du français ? Mais on pourrait en dire autant des mathématiques d'ailleurs.

Près de 40 % des élèves âgés de 15 ans ont au moins un an d'écart avec les élèves anglais, finlandais, coréens, suédois ; il y a une raison en France : c'est le redoublement, une bonne façon de perdre une année.

Ce constat amène une double conclusion : le collège hérite des déficiences de l'école primaire, mais le collège ne parvient pas à corriger ces déficiences et laisse donc à sa sortie les gens comme ils y sont entrés.

Il est urgent, et l'éducation nationale l'a reconnu, de passer du collège unique au collège du socle de connaissances et de compétences, et c'est la loi qui a été définie en 2005, dont il faudra du temps pour qu'elle s'applique, car évidemment, c'est difficile.

Parlons un peu des grandes écoles ; je vous ai parlé de l'université ; dans les grandes écoles, les 3 dont on parle tout le temps, que l'on peut voir, l'ENA, Polytechnique et HEC, 70 % des élèves sont des enfants de cadres supérieurs, essentiellement d'enseignants ; ce n'est pas par hasard ; dans une filière extrêmement sélective, qui commence au collège, qui continue au lycée, en prépa, pour les concours, il faut connaître les bonnes filières, les programmes, il faut être un expert pour former, accompagner ses enfants vers cette finalité qui est évidemment un objectif tout à fait louable pour les parents. Donc, il y arrivent ; mais les autres, non ; à moins que ce soit un génie, je doute qu'un élève du lycée de Vichy ou d'ailleurs, arrive comme cela à l'ENA. S'il y arrive, c'est un génie, il n'a besoin de personne d'autre ; pour les autres c'est très difficile ; il peut peut-être arriver à Louis-le-Grand, un certain nombre d'établissements comme cela, mais des filières y conduisent ; et 80 % de ces élèves sont bien sûr, Mesdames, de sexe masculin ; la parité, l'égalité, je crois qu'il y a des progrès à faire ; on peut donc dire que l'école en France ne réduit pas les inégalités sociales, elle les amplifie ; le système par lui-même les amplifie ; je crois que c'est dangereux du point de vue de la capacité innovatrice, car ces formations, très formatées, conduisent vers la haute administration, ou les directions des grandes entreprises, particulièrement françaises, peu vers l'innovation et la recherche, qui sont les moteurs de la dynamique économique aujourd'hui ; et c'est tout à fait insupportable d'un point de vue du tissu social.

Combien de prix Nobel ? Nous avons ces élites, maintenant ; je ne suis pas contre ces élites ; vous me trouverez même dans l'annuaire de l'une de ces écoles, mais voyons un peu les résultats sur une comparaison internationale : combien de prix Nobel ? 4 en 15 ans, dont 3 en physique ; les élites françaises sont très fortes en physique et en mathématiques ; Médaille Fields, la France est en tête souvent ; 4 prix Nobel en France, 9 au Royaume-Uni, 7 en Allemagne, 4 dans la petite Suisse en 15 ans. La France ne pèse que pour 4,8 % dans le dépôt de brevets dans les pays de l'OCDE, contre 14% en Allemagne, 25 % au Japon et 35 % aux Etats Unis.

Vous l'avez remarqué, Intel, Microsoft, Apple, Facebook, Nokia, ne sont pas des entreprises françaises ; la France a complètement manqué un tournant décisif, qui est celui de l'informatique, voici 20 ans ou 30 ans, et aujourd'hui, celui des nouvelles techniques de l'information et de la communication, avec toutes les conséquences que cela implique évidemment au niveau du pays ; en revanche, nous avons des champions, tout à fait, des mathématiques, qui s'expriment avec grand succès dans la finance.

Dans la guerre sans merci, nourrie par la recherche et l'innovation, la France peut-elle renoncer ? Bien évidemment non ; mais il faut faire des choix ; je vais les illustrer par une petite histoire ; dans la savane, il y a deux chasseurs désarmés qui se trouvent face à un lion ; l'un chausse ses baskets, et l'autre en détalant lui dit « mais tu es fou, il court plus vite que toi » et l'autre répond « oui, mais moi, je vais courir plus vite que toi » ; ceci est une façon de traduire ce monde au sein duquel nous sommes, avec la compétitivité.

Pour terminer, je vais parler quand même de ce que fait l'éducation nationale, tout à fait conscience de ce problème, et qui apporte des corrections ; je veux parler de la loi du 13 avril 2005, qui se substitue en terme de collège au collège unique, le collège de socle de connaissances et de compétences à celui du collège unique ; c'est une avancée majeure, de même que la réforme du lycée, et de même, la réforme de l'université.

L'orientation est un point clef, et j'arrive très rapidement maintenant sur quelques axes après ces propos liminaires.

Point numéro 1 : je crois qu'il faut très rapidement sauver tous ces jeunes qui sont largués au collège, qui se trouvent dans un collège où ils ont eu des difficultés à entrer, où ils ont des difficultés, dont ils ne veulent pas, dont ils vont sortir aigris, rebelles et perdus pour l'insertion ; il faut trouver une solution pour ces jeunes, c'est un problème urgent et d'actualité ; il faut promouvoir des parcours gagnant-gagnant, entreprise/élève ; l'apprentissage et l'alternance, et je vous présenterai peut-être tout à l'heure une proposition dans ce domaine sur l'alternance, favoriser la découverte des métiers au collège et le plus tôt possible, dès la 6<sup>ème</sup> ; il faut améliorer l'apprentissage de l'anglais car aujourd'hui nous sommes dans un monde, celui du travail comme celui de l'économie, comme celui de la musique d'ailleurs, où c'est la langue universelle ; il faut que nos jeunes soient aussi performants dans la pratique de cette langue que les autres européens.

Il faut proposer l'option de découverte à tous les élèves, pas seulement à certains d'entre eux ; il faut valoriser l'entreprise ; il faut enseigner la culture manuelle et technologique très tôt au collège, dès la 6<sup>ème</sup>, de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup>, pour que ceux qui ont des talents, des dispositions, qui ont une intelligence pratique et non pas théorique, puissent trouver leur voie et s'exprimer dans ces métiers, alors qu'ils

sont perdus dès lors qu'on les envoie dans cette sélection de l'intelligence théorique où ils n'ont pas leur place et où ils vont décrocher très tôt.

Il faut aussi mieux encadrer les stages des élèves dans les entreprises ; il faut donner l'envie d'entreprendre et de créer des entreprises et surtout, il faut créer la confiance.

Je m'arrête là car je veux laisser du temps à mes collègues et au débat, je vous remercie ; je n'ai pas voulu vous décourager, et vous l'avez bien senti, j'ai voulu simplement poser un problème, non pas au travers de clichés, mais au travers de données quantitatives, qui sont ce qu'elles sont, qu'il n'y a pas lieu de discuter, mais plutôt poser comme TAI SHI ONO les 5 pourquoi et voir ce qu'il est urgent de faire maintenant ; l'éducation nationale apporte des réponses, ce sera difficile, mais je crois qu'il faut que tout le monde s'y mette, tant du côté de l'entreprise que du côté de l'éducation.

Merci.

(Applaudissements)

### ***Jean-Marc DUMONT, Animateur***

Nous sommes obligés d'avancer ; nous pourrions y passer la matinée, mais il faut avancer ; ce constat, nous le partageons tous, nous sommes tous conscients qu'il y a sûrement des défaillances du point de vue de l'éducation nationale, que le collège, que le lycée, que l'université ne remplissent pas forcément leur rôle et en tout cas ne sont pas forcément en lien avec la réalité ; c'est ce que l'on a l'habitude de dire et vous venez de le démontrer ; en revanche, ce qui nous intéresse aussi, car ces jeunes, nous les récupérons dans nos structures, c'est : comment fait-on pour les raccrocher aux entreprises et comment cela se passe ?

Nous passons un peu plus au point de vue de ce que vivent les jeunes au quotidien ; pour lancer Florian, je me pose un tas de questions ; le marché du travail aujourd'hui, on dit aux jeunes quand ils arrivent, ils sont au chômage, « tu vas à Pôle Emploi » ; et Pôle Emploi nous dit que chez eux ne transite que 30 % de l'offre d'emploi du marché du travail ; alors, comment fait-on ? Comment font les jeunes pour se mettre en relation avec les 70 % des entreprises qui recrutent ? C'est une des premières questions.

Et ces jeunes, on leur dit « ta vie sera faite de périodes de travail, de périodes chômées » ; avant qu'ils commencent, on leur dit cela, on leur dit « il faudra vous faire à cela, c'est ainsi » ; comment se projette-t-on dans l'avenir quand on nous inculque ces bases ?

Florian, au quotidien, ces relations, que peut-on en dire, et quel partage d'expérience peut-on avoir ?

### ***Florian MEYER, Secrétaire national à la communication et aux relations extérieures à la jeunesse ouvrière chrétienne***

Je suis secrétaire national de la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne) ; nous sommes une association de jeunes de milieu populaire avec 10.000 adhérents partout en France ; je vais vous parler principalement des jeunes des milieux populaires, pas spécialement des jeunes surdiplômés.

Pour casser tout de suite quelque chose, qui va contre les chiffres de l'IPSOS, nous avons réalisé une enquête auprès de 31.000 jeunes en 2007 et 80 % étaient enthousiastes à l'idée d'entrer dans le monde du travail ; donc, cela ne leur fait pas si peur que cela d'entrer dans le monde du travail ; les jeunes, ils veulent travailler ; c'est une fois qu'ils y rentrent qu'ils se rendent compte que, d'abord, ils ne sont pas les bienvenus, en tout cas, pas partout, que c'est dur, que c'est la guerre pour décrocher un emploi et qu'il n'y a surtout personne pour les aider.

C'est ce paradoxe : l'envie des jeunes de s'insérer et la confrontation à la réalité, parce qu'ils n'y ont pas été préparés, que c'est peut-être l'un des seuls points où je vais rejoindre l'intervention précédente. Aujourd'hui, ils ne sont pas formés au droit du travail et quand ils arrivent, ils ne connaissent pas leurs droits ; à la JOC, chaque été, nous menons des campagnes auprès des jeunes qui font des jobs d'été, c'est leur premier contact avec le monde du travail, ils sont en 1<sup>ère</sup>, en Terminale, et quand cela se passe mal, c'est dévastateur pour la suite, car c'est la première impression qu'ils ont du monde du travail ; c'est donc un gros travail d'information ; les jeunes sont pourtant demandeurs, mais déjà que les heures de CJS ne sont pas faites, autant vous dire que le droit du travail, ce n'est même pas la peine d'y penser ; et dans un parcours scolaire, si l'on passe 3 jours dans une entreprise en 10 ou 15 ans à l'école, c'est le bout du monde !

Nous en avons déjà beaucoup parlé, je vais donc tout de suite passer au cœur du problème à notre sens, qui est l'insertion professionnelle ; aujourd'hui, les jeunes sortent du système scolaire, précocément ou non, mais il n'y a personne ou presque pour les aider à décrocher ce premier emploi ; le Pôle Emploi se dit volontiers « le sauveur de la jeunesse », mais on sait comment cela se passe ; il faut aller pointer sur le site, on ne voit même pas un conseiller, une fois par mois, parfois on a le droit à 5 minutes avec un conseiller tous les trimestres ; c'est sûr, il ne faut pas compter sur le Pôle Emploi.

Après, il y a les missions locales qui, malheureusement, ont de la bonne volonté, certaines font un excellent travail, mais toutes n'ont pas les moyens de faire ce que l'on pourrait attendre d'elles ; dans certaines missions locales, il y a tellement de jeunes qui auraient besoin d'être accompagnés que s'ils voient leurs conseillers 10 ou 20 minutes par mois ou par trimestre, c'est le bout du monde.

Aujourd'hui, ce sont les deux seules possibilités que l'on offre aux jeunes en terme d'accompagnement ; et pour les jeunes qui rejoignent la JOC, ceux qui ont le moins de réseau, le moins de soutien à l'extérieur, c'est « débrouille-toi et essaie de trouver un petit travail comme tu peux » ; une des réponses que l'on essaie d'apporter, nous avons créé depuis 2 ans les « relais jeunes solidaires », ce sont des permanences, tenues par de jeunes bénévoles, ouvertes régulièrement, d'une fois par semaine à plusieurs fois par semaine, où les jeunes en recherche d'emploi se rencontrent, d'abord pour se remotiver ; car quand on recherche du travail depuis 3 mois, 5 mois, 6 mois, 1 an, 2 ans, au bout d'un moment, on baisse les bras, on est isolé ; c'est un endroit pour se retrouver, se motiver, s'échanger des astuces, que ce soit très théorique sur : faire un CV, une lettre de motivation, ou savoir qui embauche, etc., cela n'existe pas aujourd'hui.

L'entre-eux, l'aide par les pairs n'existe pas, c'est pourtant un besoin des jeunes qui se retrouvent isolés dans leur recherche d'emploi ; il est facile de baisser les bras, il faut être quasiment un surhomme, au bout de 3 ou 4 ans de recherche d'un emploi, pour être toujours à bloc, et se motiver, être au taquet le matin à 8 heures pour chercher du travail.

L'accompagnement vers le 1<sup>er</sup> emploi, il y a tout à faire aujourd'hui en France.

Toujours pour combattre les clichés et les malentendus, l'idée des jeunes qui veulent voyager, traverser l'Europe, le monde entier, aller faire de grandes études à l'étranger, etc., cela existe, je ne dirai jamais le contraire, sauf que les jeunes que l'on rencontre aujourd'hui dans les quartiers, ce qu'ils veulent c'est : un emploi stable, pour pouvoir prendre leur autonomie, s'installer et qu'on les laisse tranquilles ; on veut nous faire croire qu'un emploi stable, ce n'est pas ce que veulent les jeunes aujourd'hui, qu'ils veulent de la mobilité, pouvoir changer tous les 6 mois d'entreprise, passer d'un projet à l'autre, etc., c'est faux ; tous les jeunes ne sont pas dans cette situation ; nous faire croire que les contrats précaires, les CDD, l'intérim, les jeunes en sont contents car cela leur permet de ne pas être attachés à une entreprise et de pouvoir décider ce qu'ils veulent faire un peu de partout, oui, sans doute, gagner un peu plus d'argent sur une même période donnée, etc., ce n'est pas vrai ; les jeunes, la recherche du CDI, ils l'ont dans la tête dès qu'ils sont au collège ou au lycée.

Nous avons fait un travail sur les rêves des jeunes pour 2015 : ils rêvent d'un emploi stable et de construire une famille ; c'est en parfait décalage avec l'image que l'on veut donner de la jeunesse aujourd'hui dans notre société ; sur cette question, n'y a-t-il pas quand même une peur de l'engagement des jeunes ?

Je prends un exemple, voici très peu de temps, nous discutons avec des conseillers de mission locale, un conseiller m'a fait cette remarque, qui va à l'inverse de ce que vous venez de dire « j'ai des jeunes qui en ce moment refusent des CDI » ; est-ce que chez vous c'est quelque chose d'habituel ?

C'est une remarque ; je livre cela ...

(Brouhaha)

Les jeunes, ce n'est pas un seul moule, nous ne sommes pas tous faits pareil sur le même modèle ; c'était un constat, il m'a dit « c'est la première fois que je suis confronté à cela » ; mais il faut voir aussi ce qu'on leur propose. Car on en a vu passer ! Je ne parle pas du CDI de tel opérateur dans l'entreprise avec tout le turn over, nous sommes bien d'accord.

Un autre cliché, il est ressorti aussi tout à l'heure, sur les formations en apprentissage et les formations professionnelles ; oui, les jeunes ont une mauvaise image, ce qui est triste est que cela fait plusieurs années que l'on nous fait croire que l'on va améliorer l'image de l'apprentissage ; en début d'année, nous avons cassé les droits à la retraite des apprentis ; nous ne faisons rien pour améliorer l'image ; le seul qui fait, c'est le MEDEF et c'est assez triste ; le principal problème n'est pas que les jeunes ne veulent pas y aller, car ce sont des métiers qui les attirent, des formations souvent pas très longues ; tous les jeunes, encore une fois, ne veulent pas avoir bac plus 5 ou bac plus je ne sais pas combien, ils veulent pouvoir entrer vite dans la vie active, donc ces formations les attirent ; mais aujourd'hui, et oui, il y aura des exemples contraires, combien de jeunes nous disent « cela fait 6 mois que je cherche un patron pour faire un apprentissage, et je n'en trouve pas » ? Rien qu'en Bretagne l'année dernière, ils étaient 3.000 à chercher un patron et ne pas pouvoir en trouver ; il ne faut pas avoir un double discours et dire que c'est dû juste à la mauvaise image, il y a plusieurs facteurs, et celui-ci bloque complètement, car sans patron, pas de formation, c'est ainsi.

Autre cliché, ou malentendu en tout cas, c'est sur l'histoire de la confiance ; oui, peut-être les jeunes n'ont pas toujours confiance en eux, mais le problème premier de confiance, c'est quand même le manque de confiance dans la jeunesse ; c'est vrai dans l'entreprise, dans l'associatif, dans le syndical, c'est vrai partout ; comment aujourd'hui imaginer qu'un jeune puisse prendre sa place dans



l'entreprise, intégrer juste une entreprise même, quand ils sont perçus dès l'entretien d'embauche comme un risque et pas une chance ? On dit « on va prendre un jeune, on ne sait pas trop ce qu'il va donner », alors que vous avez parlé des qualités des jeunes aujourd'hui ; j'ai du mal à voir où est fondamentalement le risque.

Le problème de la confiance est au centre de tout cela, c'est lui qui freine cette insertion des jeunes dans l'emploi.

Pour terminer, un des autres problèmes, c'est la pression qu'exerce la société sur les jeunes et leur insertion professionnelle ; je vais en parler à titre plus personnel, je l'ai ressenti, dans un an, j'aurais fini mon mandat, je rechercherai un emploi, déjà aujourd'hui, on me met la pression : la famille, les amis, « que vas-tu faire après ? » ; et pourtant, cela va, je ne suis pas au chômage, j'ai de quoi m'occuper, il n'y a pas de problème, mais tous les jeunes nous le disent ; la pression qu'on leur met est phénoménale ; comment veut-on qu'un jeune puisse s'émanciper, être à l'aise, avoir l'esprit libre dans sa recherche d'emploi si en permanence, on le culpabilise d'être en recherche d'emploi, si en permanence on lui dit « tu vas faire du sport, cela ne va pas, tu n'es pas en train de rechercher un emploi » ; c'est vraiment problématique et dès la formation, oui, il faut organiser ce moment charnière entre le passage de la formation au monde du travail, mais il y a un problème de pression mise sur les jeunes quant à leur insertion future ou présente dans le monde du travail.

(Applaudissements)

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Cela peut amener des réactions, on en profite, avant l'intervention suivante.

**Alzira FERNANDEZ, Educatrice de rue dans l'Allier**

Je voulais réagir aux propos que vient de tenir Florian ; je suis totalement d'accord avec lui, car c'est ce que nous rencontrons, au quotidien, sur les quartiers dits « sensibles » ; je précise que je rejoins, par le discours que vous venez de tenir, aussi un peu Monsieur BELIN, car cette absence de patron pour les jeunes qui sont en recherche d'apprentissage conduit bien souvent ces jeunes à conduire une scolarité par défaut qui effectivement, amène systématiquement à un décrochage aux alentours de 17 ans ; ils tiennent une année, mais ils ne peuvent pas en tenir 2 ; je pense que l'éducation nationale doit vraiment se questionner pour essayer de donner une meilleure image de l'apprentissage et ouvrir beaucoup plus de portes pour ces jeunes qui sont en demande et qui n'ont pas de réponse adaptée ; c'était le témoignage que je voulais faire.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

C'est plus la question de l'orientation que vous pointez, pour le coup.

**Alzira FERNANDEZ**

Pas seulement l'orientation, car ces jeunes ont vraiment une demande d'apprentissage relativement tôt, mais il faut savoir qu'un jeune, à l'heure actuelle, qui a 15 ans, qui souhaite partir en apprentissage, doit demander une dérogation ; bien souvent, la dérogation n'est pas accordée ; les employeurs ne veulent pas y aller avec des jeunes de 15 ans ; je pense que cela va donc au delà de l'orientation ; il y a vraiment tout un système à réfléchir, autour de l'apprentissage, et de l'accès de ces jeunes, qui sont en demande, à l'apprentissage.

Autre point que je voulais aborder également : sur les quartiers, effectivement, nous avons beaucoup de premières demandes qui tournent autour de l'insertion professionnelle ; bien souvent, on s'aperçoit que derrière cette demande d'insertion professionnelle, il y a beaucoup d'autres choses à travailler avant d'aborder l'insertion professionnelle ; c'est un travail qui demande énormément de temps, et il faut de la patience, prendre le temps avec ces jeunes, essayer de définir leur projet professionnel, essayer de les amener au maximum à conduire un projet concret, et qui soit pérenne ; c'est effectivement la demande de tous les jeunes ; je vous rejoins, ils ne demandent pas de CDD, ils demandent vraiment un CDI au départ.

**René BELIN, Président du club Auvergne de l'association Jeunesse et Entreprise**

Je crois que vous êtes au cœur du problème.

**Anne-Marie BATARD, Centre information jeunesse d'Angers**

Je suis tout à fait d'accord avec ce qui vient de se dire, par le représentant de la JOC ; au niveau des jeunes que nous recevons au CIJ, énormément subissent consciemment et parfois inconsciemment aussi, une pression énorme pour se définir quant à la recherche, et de leur métier, et de leur profession ; cela se traduit concrètement par beaucoup d'entretiens individuels (en tout cas chez

nous, au CIJ) de jeunes qui veulent tout simplement nous rencontrer, non pas pour avoir un conseil mais pour être entendus tout simplement ; ils demandent à parler et prendre du recul par rapport à une pression qu'ils ressentent, de leurs parents par exemple, ou du milieu professionnel ; ils ont envie d'une voie, ils n'osent pas trop, ne savent pas trop comment se situer par rapport à ce qu'ils entendent par ailleurs, et les souhaits et désirs qu'ils entendent dans leur entourage ; cela, c'est au niveau de la pression.

Je suis aussi tout à fait d'accord avec le double discours concernant l'apprentissage ; il y a énormément de communication concernant l'apprentissage, énormément de problèmes pour les jeunes pour trouver l'employeur ; et lorsqu'ils en trouvent un, je voudrais donner le témoignage vécu la semaine dernière, lors d'un entretien individuel avec un jeune, il arrive au CIJ avec cette demande d'une formation, car il voulait changer d'orientation ; c'était sa demande de départ ; j'ai pris plus d'une heure pour discuter avec lui, dans l'entretien, je me suis rendu compte (et ce n'est pas moi qui l'ai dit, c'est lui en fait) qu'il avait une formation de BEP dans l'hôtellerie ; il était dans la cuisine ; dans la manière dont il disait les choses, par rapport à bien d'autres jeunes que j'avais entendus, je sentais qu'il aimait son métier ; je lui demande donc : « que se passe-t-il ? J'ai l'impression que ce métier, vous y êtes encore attaché » ; il me répond « oui » ; je demande « pourquoi voulez-vous changer d'orientation ? » et là, il me dit « j'ai mon BEP, c'est vrai, mais je ne me sens pas compétent pour aujourd'hui aller le faire ; j'ai eu un employeur, je n'ai pratiquement rien appris sur le terrain » ; je lui ai dit « vous avez eu un employeur qui n'a visiblement pas fait son travail comme maître d'apprentissage et malgré ces difficultés, certes vous avez eu votre BEP, mais vous avez encore envie de ce métier ». Je l'ai renvoyé vers la mission locale, il va essayer de compléter par un stage, mais d'être employé pour reprendre confiance en lui ; c'est pour dire les problèmes autour de ce sujet.

**Thiébaud WEBER, membre de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)**

Florian a dit énormément de choses sur lesquelles je suis tout à fait d'accord, sur la question des attentes, des malentendus, des clichés, par rapport aux jeunes et au marché du travail, je ne vais pas forcément beaucoup revenir dessus ; Monsieur BELIN a eu l'occasion de bouleverser mon intervention et de la modifier, comme il ne faut pas faire d'intervention trop lisse et ne pas éviter les aspérités dans le débat, je vais donc rebondir sur beaucoup de choses que vous avez dites ; je trouve que sur beaucoup de points, votre intervention contenait beaucoup de clichés et de malentendus, par rapport aux jeunes et au marché du travail.

Vous parlez des questions d'éducation, d'insertion, de manque d'expérience, du monde de l'entreprise, très bien, mais on oublie un problème et je pense que c'est le problème essentiel, c'est que le problème de l'emploi des jeunes aujourd'hui n'est pas lié aux jeunes eux-mêmes mais il est lié au problème d'activité global dans notre pays ; il ne faut pas oublier cet aspect essentiel ; voici 30 ou 40 ans, quand vous êtes entré sur le marché du travail, je pense que la question du chômage se posait différemment, que les entreprises étaient bourrées de gens qui n'avaient pas forcément d'expérience professionnelle, qui ne savaient pas forcément lire et écrire correctement le français, et pourtant, le problème de l'emploi des jeunes ne se posait pas ; ce problème est essentiel, je ne comprends pas qu'on l'oublie dans la plupart des discours sur l'emploi des jeunes, que ce ne soit pas la première chose dite, car ce sont des discours qui amènent très facilement à dire que les jeunes sont coupables, responsables de leurs propres difficultés sur le marché du travail.

(Applaudissements)

Bien sûr, le monde de l'éducation n'est pas parfait, il doit être réformé, on est d'accord ; il doit être réformé, pas forcément pour faire de l'adéquationisme avec le monde du travail car cela ne marche pas ; car un monde de l'éducation qui est à la traîne, ou qui essaie toujours de coller à une économie qui bouge tout le temps, alors même que la plupart des brillants économistes ne peuvent pas prévoir à 5 ans ce qui va se passer dans l'économie, ce n'est pas possible.

En revanche, avoir un système de l'éducation qui replace l'élève au cœur du système, qui remette au cœur du système éducatif ses compétences, ses capacités à faire des choix, dans son orientation, de valoriser ses compétences formelles et informelles, acquises dans l'éducation nationale, mais aussi dans son engagement et ailleurs (je ne rebondis pas sur le livret de compétences, Florian en parlera peut-être plus tard) ; nous sommes d'accord sur la question de la réforme de l'éducation, mais ne nous trompons pas de problème.

L'insertion chaotique, certes, la question des contrats courts se pose, mais on parle de manque de motivation, de choses comme cela ; d'une, je pense que les générations qui rentrent actuellement sur le marché du travail n'ont pas le genou à terre ; il ne faut pas donner l'image d'une jeunesse, qu'elle soit diplômée ou sous-diplômée, a un genou à terre et subit ce qui se passe ; il n'y a pas besoin non plus de pitié pour les jeunes aujourd'hui par rapport au marché du travail ; ce dont on se rend compte est que c'est une génération « système D », qui se débrouille en terme d'insertion ; elle a aussi une

expérience d'entrée sur le marché du travail qui fait que les contrats qu'on leur propose (je vais donner des expériences concrètes dans l'entreprise) quand on rentre dans une entreprise et que l'on sent qu'alors même que l'on rentre avec plein d'étoiles dans les yeux ... Je me souviens quand j'étais intérimaire à l'atelier de ferrage à Peugeot Mulhouse, que vous habitez à Mulhouse et que vous rentrez à Peugeot, même en tant qu'intérimaire au ferrage, vous rentrez à Peugeot, ce n'est pas rien ; il y a une identité de l'entreprise qui est assez forte ; vous rentrez dans un collectif de travail ; il y a une certaine fierté, une sorte de passage à quelque chose qui est assez impressionnant.

Sauf que lorsque vous êtes intérimaire, on s'en fout de vous ! On s'en fout ; concrètement, vous êtes là quelques mois, maximum un an, quelques jours par semaine, c'était mon cas, on se fiche de vous ; des choses sont donc brisées par rapport à vos attentes du travail, par rapport à ce qui pourrait être votre adhésion à une certaine identité d'entreprise ; il ne faut pas oublier ces traumatismes que l'on crée en entrant dans l'entreprise, qui créent des clichés entre jeunes et entre entreprises ; ce sont des choses qui existent.

La question du manque d'expérience, pareil ; je reviens à ce que je disais par rapport au fameux exemple du manque d'activité et des 30 Glorieuses, on ne parlait pas de manque d'expérience ; le marché du travail, quand il a besoin de main d'œuvre, il se fiche de l'expérience, au contraire, il prend tout ce qui vient et les entreprises sont prêtes à faire des efforts importants de formation en interne, à embaucher des gens qui n'ont pas forcément d'expérience, à les former, à mettre des moyens importants ; elles considèrent cela plus comme un investissement que comme un coût ; le problème aujourd'hui est que même si l'enjeu n'est pas d'idéaliser la jeunesse, mais vous m'obligez quelque part à prendre une défense un peu basique des jeunes, pour le coup ; on oublie très souvent que sur le marché du travail aujourd'hui, les gens qui sont responsables de l'insertion des jeunes, que ce soit des missions locales, ou pôle emploi avec tous leurs défauts (et je suis tout à fait d'accord avec ce que Florian a pu dire) aujourd'hui, quand ils ont des jeunes à proposer à des entreprises, ils ont très souvent affaire au comptable et pas au DRH ; ils ont très souvent affaire à des entreprises qui considèrent la question de la formation, de l'insertion professionnelle, la formation des jeunes en général, comme un coût et pas comme un investissement ; c'est une chose sur laquelle il faudra revenir.

Je vais terminer sur la question du vrai malentendu : à un moment, dans notre société, dans notre monde du travail, alors qu'on pourrait laisser la place (car on dit que les jeunes peuvent permettre beaucoup d'innovation, à notre marché du travail d'évoluer, que leur expérience avec le web 2.0 peut faire évoluer le marché du travail, et c'est vrai), ne les considérons pas trop comme un coût, considérons que c'est un réel investissement ; cela nécessite des investissements, donc de la prise de risque aussi, et surtout, n'ayons pas ce discours, et une fois rentrés dans l'entreprise, à peu près stabilisés, qu'on leur demande de rentrer dans le moule ; si l'on considère que c'est un investissement, c'est le moule qu'il va falloir revoir.

(Applaudissements)

#### ***Jean-Marc DUMONT, Animateur***

Nous enchaînons avec vos réactions ; il faudrait aussi des échanges d'expériences, car là, on dresse un constat, mais comment fait-on pour mettre en relation les jeunes avec les entreprises ? Quand même, cela se fait au quotidien ; il y a quand même des jeunes qui trouvent du travail, et heureusement.

#### ***Julien ALEXANDRE, Administrateur d'un centre social et boucher***

Tout le monde dit que les bouchers ont beaucoup de travail, pas de problème, tout va bien, mais je rebondis sur ce qu'a dit Florian : beaucoup d'entreprises aujourd'hui prennent des intérimaires, pourquoi ? Pourquoi y a-t-il de plus en plus d'intérimaires en France ? Car c'est moins cher au niveau formation, au niveau coût annuel ; on a l'impression que l'on est du consommable, nous les jeunes ; aujourd'hui, on nous prend, et demain, on nous jette ; je trouve que c'est vraiment grave en France ; après, je ne sais pas comment c'est dans les autres pays. J'ai voyagé un peu, je n'ai jamais vu autant d'intérimaires que cela ; en France, c'est une spécialité vraiment ! Si vous avez une réponse ?

#### ***Thiébaut WEBER, membre de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)***

On dit souvent que la spécificité du marché du travail français est qu'il est particulièrement rigide, à la différence d'autres pays européens où la question des mobilités sur le marché du travail et la question du statut n'est pas tant éclatée ; en France aujourd'hui, nous avons différents types de statuts, entre l'emploi stable, le CDI, le CDD, l'intérim, on a créé de vrais fossés entre les salariés eux-mêmes, entre les « insiders », ceux qui ont les contrats les plus stables, mais qui n'ont pas forcément les conditions de travail les meilleures, ce ne sont pas forcément des privilégiés, et les « outsiders », les

intérimaires, les CDD qui peut-être un jour espéreront rentrer « insiders » ; généralement, ils le deviennent, mais ils connaissent un bon temps de galère avant.

Il faut savoir que le marché du travail français n'est pas si rigide que cela et qu'au fur et à mesure, depuis les années 70, cette flexibilité a été trouvée, notamment avec la question de l'intérim et des contrats courts ; ces nouveaux contrats ont été mis en place, et donnés comme outils quelque part, en terme d'embauche, et ils ont permis à la France de jouer énormément sur la variable contrats courts et intérim en terme de souplesse dans l'emploi ; c'est aussi pour cela que, quand on parle de reprise de l'emploi ces derniers mois, il faut regarder dans le détail des chiffres ; ce sont très souvent des CDD de moins d'un mois, ou de l'intérim ; en terme de qualité de l'emploi, de viabilité de notre modèle économique, on peut effectivement poser beaucoup de questions.

**M. X**

J'aurais bien changé le titre de l'intervention et presque inversé, c'est-à-dire « le monde du travail et les jeunes, clichés et malentendus » ; je vais déjà attaquer par mon expérience, en deux points ; il y a les qualifiés, dont vous avez beaucoup parlé, et les peu ou pas du tout qualifiés, avec lesquels je travaille ; je suis éducateur de rue comme ma collègue ; mon expérience, j'ai eu mon bac, j'ai fait un BTS par alternance chez France Télécom, voici 10 ans, juste avant que ce soit privatisé ; je me suis dit « France Télécom, grosse boîte, 2 ans, si je fais mes preuves, il y a moyen que je rentre » ; ils m'ont très vite prévenu et là-dessus ils ont été francs : « non, après, on prendra un autre apprenti » ; j'ai eu mon BTS sans trop de souci, je pouvais chercher du travail, on pouvait appeler mon chef, il n'y avait aucun problème ; mais je n'ai pas trouvé de boulot ; première raison « France Télécom ? Mais tu n'as rien branlé là-bas ? ».

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Ce n'est pas un cliché ?

**M. X**

C'est un cliché, un vrai cliché ; à l'époque, je travaillais au Puy-en-Velay, il n'y avait qu'Orange qui passait, on était en monopole total, toute la journée, je passais 9 heures, je n'avais pas le temps de fumer une clope ; au niveau du boulot, je n'étais pas pris ; les seuls boulots que j'ai trouvés, c'était du porte à porte pour vendre des fenêtres à 30.000 € achetées à Brico Dépôt, du vol. Après cela, chômage ; on me disait « tu es trop qualifié, tu as un BTS, au niveau des grilles salariales, non » ; j'ai réussi à rentrer à l'usine, pas grâce à l'ANPE ni aux boîtes d'intérim, qui ne voulaient pas de moi, mais grâce à un copain qui m'a dit « j'ai refusé une offre d'emploi, vas-y » ; j'ai bossé un an et demi là-bas ; on me propose un CDI, je le refuse, je n'avais pas envie de travailler en 3x8 toute ma vie ; je reprends mes études ; mon père me dit « tu es complètement branque », la pression, tout cela ; j'ai eu mon diplôme, je suis maintenant éducateur de rue, je suis bien content, et je vois les jeunes avec qui je travaille, qui ne sont pas qualifiés. Ils sont motivés ; je passe mon temps à chercher des stages ; cela ne coûte rien à un patron, franchement, au pire, si le jeune ne fait pas l'affaire, au bout de deux jours il lui dit « tu es gentil, tu te fous de moi, tu pars », le jeune le comprend, il n'est pas débile. Je passe mon temps à chercher des apprentissages ; le nombre de refus !

Je voulais aussi parler de la méthode pour voir un patron ; je ne sais pas, ce ne serait pas la révolution que les patrons disent « tu passes avec ton CV, on discute 5 minutes », à la limite un petit filtrage avant pour que cela corresponde, je veux bien ; mais pour un jeune qui n'est pas qualifié, écrire une lettre de motivation, c'est vraiment difficile ; j'ai tendance à les aider largement, mais je leur dicte, je n'écris pas ; au cours, quand cela commence par O K en SMS, comment voulez-vous que le jeune fasse de lui-même la démarche de faire une demande d'emploi ?

Il n'y a tellement pas d'offres, c'est tellement « le bordel » que j'en suis même arrivé à faire gaffe de ne pas mettre les jeunes du même quartier en concurrence ; car s'il y a 3 offres et 4 jeunes qui me demandent, comment je fais, moi, concrètement ?

Je ne veux pas mettre tout sur le dos du patronat, mais votre discours m'a un peu fait peur ; car la mobilité, etc., plus de sécu, plus de droit du travail, mais franchement, même si un jeune a un CAP, l'entreprise ne va pas mourir ; il y a une période d'essai, le droit du travail a été fait pour cela aussi. Je ne veux pas tout balancer sur le patronat, mais franchement, il faudrait qu'il joue un peu plus le jeu et rien que pour les stages.

Je voulais finir sur les formations préqualifiantes ; un jeune qui ne trouve pas de CAP ira à la mission locale ; des jeunes ont des CV, il faut même en enlever, cela ne rentre plus ; ils ont fait de maçonnerie, des trucs de 2 mois à l'AFPA qui sont rémunérés 200 € parfois ; ils sont contents, ils ont un peu d'argent de poche, mais cela ne sert à rien quand on regarde les annonces ; et pourtant, certains savent faire des murs, pas de problème, mais non, il faut le BEP, il faut le CAP.

Je finis sur la réforme ; vous parlez de réformer l'éducation nationale, ils s'en occupent bien pour le moment, je ne suis pas spécialiste, mais il me semble que le BEP, c'est fini, que l'on passe direct au bac pro et qu'il faut 3 ans ; pour un jeune qui n'est pas retourné à l'école, que l'on essaie de raccrocher, 3 ans c'est trop long ; il faut réformer, certainement, mais déjà si en 2 ans, il peut se projeter, réfléchir, voir si cela lui plaît ou pas, et passer une 3<sup>ème</sup> année ; plein de jeunes ne veulent plus faire de bac pro car ils savent qu'ils ne tiendront pas 3 ans ; ils les tiendront peut-être, mais ils ne vont pas signer pour 3 ans.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Merci ; une autre réaction ?

**Philippe ROUILLY, Chef de projet développement social sur Angers**

Je voulais revenir sur l'historique de Monsieur BELIN que j'ai trouvé très intéressant, mais peut-être plein de clichés à mon avis ; une première question, le fondateur de votre association, Yvon GATTAZ, c'est l'ex-Président du MEDEF ?

**René BELIN, Président du club Auvergne de l'association Jeunesse et Entreprise**

Le CNPF.

**Philippe ROUILLY**

C'était une précision.

Sur la question de l'entreprise à la recherche du progrès, je ne veux pas diaboliser l'entreprise, la question n'est pas là, il y a des entrepreneurs qui sont humains, ouverts sur les questions sociales, sur l'homme, sur l'humain ; mais s'il y a la recherche du progrès, il y a aussi la recherche du profit, et il faut en parler ; aujourd'hui, dans quelle course la société est entraînée ? Avec tous les dégâts que cela cause au niveau humain, les délocalisations, le broyage de l'homme, c'est une réalité ; on regarde par la fenêtre, on regarde aujourd'hui ce qui se passe, on est tous confrontés à cela ; la jeunesse que l'on connaît le sait.

C'était une première remarque, c'est une question de fond, il faut la réfléchir ; peut-on continuer de vivre comme cela ? Il y a une question de fond, essentielle ; c'est une petite minorité qui s'en met « plein les fouilles », la question est là, la majorité subit ; c'est là qu'est la réalité.

Deuxième remarque, vous abordez plein de choses, il faudrait 2 ou 3 heures de discussion, la réforme du système éducatif, etc., mais en abordant des choses comme cela, on rentre dans les clichés ; la question de la mobilité, bien sûr, mais il ne faut pas confondre avec la flexibilité et la corvéabilité ; la question est là aussi ; mobile, bien sûr, tout le monde a envie d'aller en Amérique du Sud, en Allemagne, etc., mais la question n'est pas là aujourd'hui ; c'est « tu viens bosser 2 heures, prochainement tu iras bosser là-bas » et au dernier moment « non, il n'y a pas de boulot » ; la réalité est là pour les jeunes, mais aussi pour les adultes, c'est sûr. Cela fait 30 ans, 20 ans ; on parlait l'autre fois des TUC, des jeunes qui ont bac plus 5 qui sont stagiaires, c'est une honte, ce n'est pas possible.

En même temps que je dis cela, la jeunesse a une capacité de résistance ; par exemple, le CPE, tout ce qui s'est passé autour, on essayait de créer un sous-contrat pour la jeunesse, c'était un scandale.

Dernier point, la question du système éducatif : à quoi sert l'école ? La question de fond est là aussi ; cela fait beaucoup de questions de fond ; sert-elle à l'employabilité, ou sert-elle à construire le citoyen de demain ? C'est à réfléchir, c'est une question de fond ; on ne peut pas lancer cela comme cela, sans aller plus loin.

Oui, il faut apprendre l'économie, etc., mais aussi la philosophie, pour être citoyen de demain ; il faut savoir qu'aujourd'hui, la philosophie, il n'y en a plus ; le grec, le latin, il n'y en a plus, il n'y a plus besoin, car la question de la citoyenneté dans l'entreprise est en régression peut-être ; je ne sais même pas si cela a existé.

(Applaudissements)

**Hadif BAH Responsable d'une structure, un point rencontre jeunes sur Bourges**

Je suis d'accord avec plein de choses, et cela réveille plein de choses ; je ne reviendrai pas sur tout ; j'ai juste envie de dire qu'il y a une deuxième entrée possible dans la problématique de l'embauche des jeunes, c'est l'entrée par l'entreprise ; est-ce que les entreprises, qui pour moi devraient être responsables de la mobilisation des jeunes, jouent le jeu ? Est-ce que dès les stages de 3<sup>ème</sup>, on ne voit pas les entreprises qui ferment les portes ? Va-t-on continuer à dire : « le jeune vient de faire 15 ans, 20 ans d'études, il est diplômé, il a déjà une première formation, on le renvoie en formation d'insertion » ; une fois qu'il a fini sa formation d'insertion, ce n'est pas encore bon « tu n'es pas encore

prêt, il va falloir que tu fasses le stage coiffure pour apprendre à te coiffer, stylisme car il faut aussi que tu apprennes à t'habiller, tu n'es pas présentable » ; il y a toujours quelque chose ; je ne fais pas du jeunisme, ce sont vraiment des choses que je vois sur le terrain ; et au final, en face, l'entreprise, quoi que le jeune ait fait, chez Mac Do ou pas, il ne sera pas embauché ; pour ne citer qu'une enseigne, Carrefour n'embauche pas, ils prennent intérim sur intérim ; et il y a chez nous plein de grandes enseignes chez qui on n'envoie pas les jeunes ; pourtant, ils ont du taff ; mais on sait que l'on envoie le même sur un mur.

On a tendance à tout le temps passer par le jeune, mais il y a aussi la responsabilité des entreprises, il ne faudrait pas l'oublier.

### ***Isabelle POIROT, Cap BERRIAT à Grenoble***

Depuis 15 ou 16 ans, nous faisons de l'accompagnement aux jeunes porteurs de projets qui ont entre 16 et 30 ans et accueillons 300 jeunes par an ; on constate que les jeunes veulent rentrer sur le marché du travail, mais pas forcément par le biais de l'entreprise, parce qu'ils ont d'autres valeurs et d'autres projets de vie à soutenir, défendre et mettre en place ; la question est de savoir comment ces jeunes ont les moyens de leurs ambitions ; car en développant leur projet, ils créent de l'emploi, ils acquièrent des compétences ; souvent, ils sont obligés de démarrer en se structurant en association ; dans une association, il faut qu'ils fassent tout, il faut qu'ils développent l'activité, il faut qu'ils apprennent la comptabilité, la gestion du personnel, la fonction employeur ; ce sont des compétences qu'ils acquièrent vraiment au fil du temps et de manière solide, car leur activité est aussi leur projet de vie ; ce qui les porte vraiment, c'est de rentrer dans le monde du travail, de participer à la vie économique, mais sur des valeurs de solidarité, d'équité ; ces 300 jeunes sont vraiment dans des projets culturels, économiques, sociaux, dans tous les champs de la vie de la cité ; en revanche, ils sont vraiment très loin de la culture de l'entreprise comme on l'entend dans le débat.

La question de la formation est vraiment au centre ; on reçoit des jeunes diplômés, mais aussi des jeunes qui ne le sont pas du tout ; en revanche, il y a plein de potentiel, plein de ressources ; c'est la question de savoir : quelle place la société laisse-t-elle à ces jeunes pour modeler la société qu'ils vont devoir piloter demain ?

### ***Florian MEYER, Secrétaire national à la communication et aux relations extérieures à la jeunesse ouvrière chrétienne***

Sur la reconnaissance et la prise en compte des compétences développées par les jeunes, notamment par leur engagement, voici un an, quasiment jour pour jour, j'étais ici pour parler de cela ; depuis un an des groupes de travail se lancent dans tous les sens là-dessus, mais strictement rien n'avance ; c'est une question de mentalité avant tout ; on pourra lancer tous les beaux dispositifs que l'on veut, tant que l'on partira du principe que c'est le diplôme et pas les compétences et l'expérience qui sont importants, cela ne changera pas ; je ne vais pas le redire, vous l'avez dit exactement, un jeune engagé dans une association maîtrise la méthodologie de projet sur le bout des doigts, c'est plus formateur que l'apprendre en théorique sur un power point ; il sait l'appliquer derrière.

Là-dessus, un travail est fait avec le livret des compétences ; peut-être est-il expérimenté près de chez vous ? Je préfère vous prévenir tout de suite, la JOC est à l'origine de cela, cela nous fait peur de la manière dont il est aujourd'hui mis en place ; quand on l'a imaginé, c'était un livret des compétences au service des jeunes, qui devait recenser toutes les compétences extra-scolaires qu'il pouvait développer, dans l'engagement, dans la pratique sportive, culturelle, même à la maison, avoir la responsabilité de garder ses frères et sœurs, etc. Mais quand nous l'avons pensé, il était accompagné ; aujourd'hui, ce n'est même pas la peine d'y penser ; on nous dit que l'orientation sera l'affaire des profs, qui n'ont déjà pas le temps de faire ce qu'ils doivent faire normalement ; il y a de belles idées, mais sauf pour les jeunes qui ont la chance d'avoir des parents qui peuvent accompagner, ou un réseau qui peut les aider dans cette démarche ...

Oui, il y a de belles idées, oui c'est là-dessus qu'il faut avancer, mais attention !

Dernière chose : le service civique ; c'est exactement la même démarche ; c'est plutôt une bonne chose pour permettre aux jeunes de découvrir l'engagement, mais cela ne doit jamais devenir « tu ne trouves pas de travail, tu vas faire un service civique » ; si cela devient cela ...

Le problème est qu'ils ont des objectifs chiffrés, c'est ce qu'ils veulent faire ; les missions locales ont signé des trucs, ils ont des objectifs chiffrés de services civiques à faire passer ; c'est dangereux et si on propose cela aux jeunes, ils vont dire « oui », car c'est mieux qu'un stage ou rien ; je ne veux pas présager de l'avenir, mais cela m'étonnerait que le service civique soit le sésame pour rentrer dans une entreprise, je peux me tromper, j'espère.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Surtout que cela va éloigner certains jeunes de l'entreprise, car on sera là plutôt sur un engagement associatif.

**Rachid BOUMALASSA, Directeur d'une maison de quartier, quartier nord de Clermont**

Je voulais aborder deux choses : le rapport à la confiance, ce dont vous avez parlé tout à l'heure, nous sommes dans une société, et cela a été très peu abordé, de plus en plus binaire, discriminante, « blanc-noir » de plus en plus ; je suis parti 12 ans en région parisienne, en revenant sur notre très belle région auvergnate, clermontoise et fascisante ...

(Rires)

Je le ressens au quotidien ; sur la maison de quartier sur laquelle je bosse, après être parti 12 ans en région parisienne, je ne l'ai jamais autant senti qu'en revenant en Auvergne ; on dit qu'en Auvergne, c'est l'une des régions où il y a le moins de chômage, on ne doit pas avoir les mêmes taux, je suis surpris.

Je voulais donc faire ce témoignage sur la discrimination et on a très peu abordé le sujet.

Deuxième chose qui m'intéresserait également : ce serait d'échanger sur ce qui a fonctionné, ce qui est développé, ce qui a marché ; un réseau est en train de se monter sur la jeunesse auprès de directeurs, de coordinateurs, etc. Plein de choses ont été développées et fonctionnent ; nous faisons tous les mêmes constats ; les discours, je les ai trouvés très peu opposés sur le fond ; qu'est-ce qui a été développé, qui fonctionne ? Il y a des actions sur des milliers de territoires qui fonctionnent également. Le rapport à l'Etat est binaire pour moi actuellement.

**Thiébaud WEBER, membre de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)**

Sur la question des discriminations, oui, ne serait-ce que sur le marché du travail aujourd'hui, on sait que le salarié type qui a le plus de garanties sur le marché du travail sera un homme, au sens du genre, blanc, si possible avec un nom sans consonance étrangère, entre 35 et 45 ans, car avant ou après ... Dès que l'on s'éloigne de ce modèle du salarié type, on accumule des points, on perd sa notation sur les agences de notation sur le marché du travail ; en tout cas, on perd des points en terme de garantie sur le marché du travail ; cela pose énormément de problèmes.

En plus, ce sont des discriminations très insidieuses, liées à énormément de choses, au genre, au handicap, à l'origine, à l'origine géographique, etc.

Deuxième chose : les actions qui marchent ; je ne vais pas vous en citer, mais les actions efficaces qui sont menées sur la question de l'insertion des jeunes, c'est quand il y a un vrai projet d'entreprise, de boîte ; je vous ai paru un peu énervé avant, mais dans des entreprises, effectivement, cela peut marcher s'il y a un vrai projet à long terme sur l'investissement ; quand on prend un jeune en formation, en contrat de pro ou en stage, plutôt le contrat de pro (apprentissage ou autres) et quelque contrat aidé que ce soit, quand il y a une logique d'embauche, pourquoi pas, derrière, ou de développement de nouveaux pôles, postes, produits, là cela marche ; encore faut-il avoir cette logique.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

On constate qu'à partir du moment où l'on s'inscrit dans la durée, on arrive à travailler en confiance entre l'entreprise et les jeunes.

**Mme X, Mission locale**

Je suis conseillère en insertion dans une structure de mission locale ; je voudrais revenir brièvement sur quelques petites choses ; on a parlé du bac professionnel tout à l'heure en 3 ans ; il est vrai que les jeunes ont du mal à s'engager sur 3 ans, mais aussi les entreprises ; 3 ans pour une entreprise, souvent c'est long ; sur 2 ans, ils s'engagent, mais parfois sur 3 ans, ils ne veulent pas s'engager.

Je voudrais revenir aussi sur la culpabilité que l'on fait porter aux jeunes, quand on dit qu'ils ne veulent pas s'insérer etc. Nous aussi, dans les structures dans lesquelles nous travaillons, nous en rajoutons de cette culpabilité car nous avons des chiffres à faire ; nous faisons au mieux, pour accompagner les jeunes jusqu'à l'emploi ; il ne faut pas oublier qu'il y a aussi des pressions sur les conseillers et les structures, pour amener les jeunes à l'emploi ; du coup, cette pression, ils la ressentent.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Il est clair que c'est un vrai choix ; l'objectif de placement, pour des structures comme la vôtre, n'est pas tellement compatible avec la notion d'accompagnement ; Pôle Emploi a la même problématique de ce point de vue. Il faut le pointer, car ce sont de vrais choix politiques pour les institutions.

**M. Virgile KICHENIN, élu à la jeunesse à la Mairie de Saint-Denis de la Réunion**

J'aurais bien aimé amener un peu de soleil de mon île pour vous sur la jeunesse, mais le ciel est aussi sombre à la Réunion ; la question est posée, le constat a été très bien fait ; depuis quelques années, nous avons constaté cela et aujourd'hui, ce que l'on attend vraiment, peut-être au niveau du gouvernement, c'est une mesure d'incitation pour cette jeunesse pour s'insérer dans le monde professionnel, le monde du travail.

Aujourd'hui, beaucoup de dispositifs ont été mis en place ; le service civique arrive ; c'est un engagement au niveau associatif, il ne faudrait peut-être pas se tromper, amener ces jeunes dans le monde associatif par rapport au bénévolat, il ne faudrait pas que cette action se transforme en : dans l'attente, comme ils n'ont rien, ils vont faire de petits boulots ; on le voit en ce moment avec la baisse des CAE, un autre dispositif où l'allocation était plus haute ; en terme de pouvoir d'achat pour un jeune de 18-25 ans qui arrive sur le marché du travail, c'est aussi un souci.

Aujourd'hui, nous avons peut-être des générations, au niveau des jeunes, qui ont vraiment été sacrifiées ; si l'on ne fait rien, très rapidement, aujourd'hui, ce sera créer aussi de la frustration au niveau des moins jeunes ; les plus grands sont en difficulté, ils ont un bac plus 4 ou plus 5 et ne trouvent rien, pourquoi travailler ? Souvent, les moins jeunes disent cela ; c'est aussi là qu'un travail doit être fait très vite.

L'évolution du droit social est importante, au fil des années, elle n'a pas vraiment favorisé l'embauche des jeunes ; la réforme des retraites allonge encore la durée du travail pour ceux qui sont en place, mais que vont devenir ces jeunes aujourd'hui ? A quel moment vont-ils rentrer sur le marché de l'emploi ?

Sur les dispositifs que l'on met en place, il faudrait peut-être trouver des mesures d'incitation au niveau des entreprises, avec une obligation d'embauche, peut-être pas par rapport au nombre de salariés ; il faudrait peut-être travailler dans ce domaine ; si l'on prend de la formation initiale, je prends le cas à la Réunion, il y a des stages en entreprise ; avec le nouveau bac professionnel en 3 ans, il y a 22 semaines de stage sur 3 ans ; nos jeunes ont beaucoup de difficultés à trouver un stage gratuit, déjà ; par rapport au bassin, au territoire, nous avons des difficultés pour trouver des lieux de stage pour nos jeunes ; déjà en formation initiale, ils ont cette difficulté, si par la suite, une fois sortis de la formation initiale, en arrivant sur le marché du travail ... On parle en ce moment beaucoup de l'alternance, mais au bout de quelques mois, le jeune se rend compte qu'il n'y a pas d'issue à ce niveau, c'est faire miroiter les choses ...

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

On en revient à ce que disait Thiébaud tout à l'heure, c'est la question ; il n'y a pas suffisamment d'emploi, les entreprises quand elles ont 50 demandes de stagiaires n'en prennent qu'un ; c'est votre question, comment fait-on pour former des gens alors que les entreprises n'ont pas la capacité à les accueillir aujourd'hui ?

**Thiébaud WEBER, membre de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)**

Une fois que l'on a dit que le problème de l'activité était là, on n'a pas tout dit, on peut parler de nos politiques industrielles, etc., de création d'activité, pour autant, il y a une vraie nécessité d'avoir un réel engagement des Pouvoirs Publics et des partenaires sociaux sur le côté formation professionnelle des territoires, sur la question de la formation au maximum ; il ne faut pas non plus que ceux qui ont un problème d'activité aujourd'hui traînent ce boulet toute leur vie ; plus on les laisse en dehors du marché du travail, plus ils auront des difficultés à rentrer plus tard sur le marché de l'emploi ; il faut les sortir au maximum du chômage le plus structurel, celui des gens qui auront le plus de difficulté. La question de la formation, même quand on n'est pas en période de plein emploi, la question de l'accès, du contact avec l'entreprise, reste essentielle ; mais c'est un engagement de tout le monde : des partenaires sociaux, des territoires, des Pouvoirs Publics.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Je travaille aussi sur la formation professionnelle et nous sommes confrontés à cela tous les jours ; nous avons assisté à une période où nous n'arrivions pas, même sur nos stages, même sur de la découverte, à placer des jeunes en entreprise ; je prends l'exemple de l'industrie, elle disait « on vient de licencier, on ne peut pas prendre des gens » ; et en même temps, elle disait « il faut former des gens pour le moment où cela va repartir » ; c'est un vrai problème ; nous n'avons pas trouvé la solution bien sûr, mais ce qui est pointé, nous le vivons au quotidien.



**Florian MEYER, Secrétaire national à la communication et aux relations extérieures à la jeunesse ouvrière chrétienne**

Ce que vous disiez Monsieur m'a fait revenir à un constat de plus en plus prégnant ; on assiste à un glissement des qualifications, je ne sais si le terme est exact, mais en gros, aujourd'hui, pour occuper un poste, voici 10 ans, il fallait un bac plus 3, aujourd'hui, on prendra quelqu'un qui a bac plus 5 ; forcément, cela va décaler en dessous ; c'est une des causes, des raisons qui expliquent les difficultés que rencontrent les jeunes non qualifiés, car eux arrivent carrément en bas de la chaîne ; c'est ravageur ; c'est un phénomène que l'on observe depuis quelques années, qui est assez inquiétant.

J'ai été interpellé par ce que vous avez dit sur : parler de propositions, de choses qui marchent, je n'aime pas trop non plus quand on part en grands discours, et c'est vraiment ce que l'on est en train de faire, j'ajoute 2 mots sur ce dont je parlais tout à l'heure sur les relais jeunes solidaires de la JOC ; une partie est tenue bénévolement par des équipes de jeunes ; Guillaume parlait tout à l'heure, il était dans la salle, il fait partie de celui de Rouen ; dans l'idéal, pour que cela fonctionne bien, il faut qu'il y ait un jeune salarié, qui puisse soutenir techniquement les jeunes bénévoles et permettre un accompagnement personnalisé des jeunes ; nous avons développé avec une professionnelle de l'insertion professionnelle, une démarche de l'accompagnement vers l'emploi avec des étapes, des modules, etc. Cela marche.

Sauf que pour que cela fonctionne et puisse être vraiment accompagné, encore une fois, on revient toujours à l'accompagnement, il nous faut des moyens ; nous sommes une association, c'est connu, on ne croule pas sous l'or, si l'on n'a pas des financements locaux pour créer ce poste et permettre que cet accompagnement ait lieu, qu'il y ait une animation du relais, etc., cela ne peut pas fonctionner ; aujourd'hui, on est obligé de se limiter à 3 lieux expérimentaux, en grande partie à cause de cela ; mais cela fonctionne et des choses existent.

**Grégory BRECHET, Educateur dans l'Allier**

Je reviens sur l'entrée en entreprise ; il y a des secteurs, je prends l'exemple de l'Allier car j'y travaille, qui sont quand même défavorisés ; il y a des entreprises qui ferment, à 5 kilomètres MANURHIN a fermé récemment, POTIN a été racheté par une entreprise américaine, avec des licenciements, ils ne prennent que des intérimaires ; nous sommes vraiment dans une conjoncture très compliquée ; l'entrée en entreprise, je veux bien, ce serait effectivement une réelle solution par rapport à une tranche de jeunes qui ne correspond pas à tous les jeunes non plus, dans une optique de réelle pérennisation d'emploi, formation, apprentissage, stage pourquoi pas, à condition que ce soit de vrais stages ; mais je vois mal dans des régions comme l'Allier, si l'Etat ne s'engage pas un minimum, si les régions, les départements ne font pas en sorte que cela se développe, comment sortir de ce problème : entreprise, employeur, apprentissage, jeune, formation ; car tout est lié finalement.

**Véronique PELLERIN, Maire-adjoint à la mairie de Ris-Orangis dans l'Essonne en région parisienne**

Sur le service civique, nous avons été sollicités par l'Etat pour rentrer dans le dispositif ; autant je suis convaincue que pour certains jeunes, cela peut être effectivement un tremplin en sortant du bac ou de l'école, quand ils ne savent pas ce qu'ils veulent faire, qu'ils ont des envies mais ne savent pas définir exactement ce qu'ils voudront faire plus tard ; cela peut effectivement être un tremplin à la condition qu'on ne les prenne pas pour remplacer un salarié, car on n'en a pas, et du coup c'est de la main d'œuvre pas chère, c'est une évidence ; il faut que ce soit en plus d'un dispositif et que l'on mette des tuteurs qui soient là et qui, pendant leur temps, leurs 6 mois, 1 an ou 18 mois, qu'ils soient avec eux pour construire la reconversion, l'entrée dans l'entreprise.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

C'est le débat sur un autre atelier.

**Véronique PELLERIN**

Je sais, mais c'était juste pour rebondir.

Autre chose, le CAE : je suis aussi au conseil d'administration des collèges de notre commune, nous avons parlé des CAE à un moment donné, car ils avaient des problématiques, avaient besoin d'embaucher du personnel, car ils sont en manque de personnel, ils ont trouvé comme solution le CAE.

Là où je trouve que le CAE peut être un tremplin pour des personnes, si cela vient en plus d'une équipe ; si c'est en remplacement d'un salarié, effectivement, c'est n'importe quoi. Si c'est juste pour faire du remplacement, cela ne sert à rien, car le CAE c'est effectivement aider la personne, le former,

le réinsérer dans le monde du travail ; si on lui dit « je te donne cela, fais ce que tu as à faire », cela ne sert à rien.

Monsieur de la Réunion nous disait « on devrait inciter les entreprises à embaucher d'office un jeune », cela me fait super peur ; car du coup, et une dame le disait, le jeune qui n'a pas été formé correctement, si l'on impose aux entreprises de façon radicale d'embaucher un jeune absolument, du coup, même si elle n'a pas envie, elle le fera car elle y sera obligée, mais bonjour pour le jeune !

**Virgile KICHENIN**

Il faut qu'elles fassent quelque chose !

**Véronique PELLERIN**

Mais du coup, on pourrait peut-être les aider, quand elles sont d'accord, pour ne pas payer les charges, etc.

**Virgile KICHENIN**

Il faut qu'il y ait un accompagnement. Cela fait 30 ans que l'on fait cela, leur filer de l'argent ...

**Véronique PELLERIN**

Vous ne pouvez pas mettre tout le monde dans le même panier ; je reviens sur la discrimination à l'embauche des personnes, on a parlé à un moment de faire un CV sans nom, où en est-ce ? Cette idée a été lancée, et il n'y a jamais eu de suite ; cela pourrait peut-être être une solution.

**Caroline BESSE PRIEM, Coordinatrice enfance jeunesse sur le territoire du canton de Breteuil, très rural, au nord de l'Oise**

Ce sont 23 communes de 500 à 800 habitants avec un réel problème concernant nos jeunes, de mobilité, et beaucoup de jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme, car ils quittent en 3<sup>ème</sup>, à l'âge de 16 ans, le système scolaire, en tout cas pour ce qui est de la formation initiale.

Un constat sur la forme de cette matinée, et ensuite une question, car il était écrit « atelier d'échanges et de pratiques », et je suis venue demander à mes collègues et néanmoins partenaires, s'ils avaient des conseils à me donner.

Je vous remercie de cette matinée, Monsieur BELIN, car vous avez tout à fait bien illustré, je pense, le malentendu entre les jeunes et l'entreprise, sur un atelier de 2 heures, vous avez monopolisé à vous seul une heure la parole, en employant des mots tels que « ENA », « Prix Nobel », « Lycée Louis-le-Grand », je vous remercie une fois de plus, vous avez démontré que l'entreprise est en attente d'élite et non de personnels motivés et formés sur des techniques professionnelles et des compétences transversales.

C'était la remarque sur la forme ; un clin d'œil, je remercierai du coup Thiébaud et Florian de leur intervention beaucoup plus pertinente.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

C'était prévu comme cela, c'est pourquoi ils ont tous été invités, a priori.

**Caroline BESSE PRIEM**

Deuxième partie maintenant, qui concerne la problématique de notre territoire : quelqu'un aurait-il une idée, une question ou une solution à proposer, concernant le phénomène suivant : nous avons pas mal de jeunes qui sont sortis assez tôt de la formation initiale et qui s'engagent dans la formation professionnelle, mais malheureusement, le constat que nous pouvons faire est que beaucoup s'engagent sur des voies où il n'y a pas de débouché, ou du moins pas sur notre territoire ; la question que l'on se pose actuellement est : comment faire pour aider les jeunes à mieux s'orienter sur une formation qui leur permettrait d'avoir un débouché, d'avoir des emplois sur le territoire, ou du moins le bassin de vie, pas forcément le territoire en lui-même, mais dans des kilomètres sur le département. Si quelqu'un a un outil, une proposition à me faire, pour mettre en lien employabilité et formation possible, je suis preneuse et je vous remercie d'avance.

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Des gens travaillent sur le terrain pour cela, je pense aux missions locales, etc.

**Caroline BESSE PRIEM**

Sur le territoire sur lequel je suis, ils n'ont justement pas ce genre d'outil.

**Pierre-Jean ANDRIEU, Professeur associé à Paris VII, ancien délégué interministériel à l'insertion des jeunes**

J'étais délégué, au moment où Yvon GATTAZ créait « Jeunesse et entreprise » et je voudrais essayer de remettre des choses en perspective ; j'ai vraiment le sentiment que le débat qui a eu lieu aujourd'hui, on aurait pu l'avoir voici 20 ans, et en même temps, il ne faut pas occulter le fait qu'en 20 ans, des choses se sont passées, qui sont assez paradoxales ; pour pouvoir continuer, face à une question à la fois économique, bien sûr, mais aussi culturelle, politique, cela mérite de temps en temps de prendre un peu de recul et de se dire : « on en est là, comment peut-on avancer ? »

Je ne vais pas donner la solution sur la manière d'avancer, mais mettre les choses en perspective.

Premier point, ce qui a considérablement changé en 30 ans, j'ai commencé à la délégation à l'insertion des jeunes en 1983, voici donc 30 ans à peu près, est que sur la question des relations entre le système éducatif et l'entreprise, la France a changé complètement ; aujourd'hui, nous ne sommes plus dans les débats à dire que d'un côté, il y a l'éducation, de l'autre côté, il y a l'entreprise, qu'il y a une coupure entre les deux avec des débats idéologiquement très forts autour de cela ; on a dépassé cela, on l'a dépassé considérablement, pas simplement dans les représentations que l'on a de l'entreprise, de l'école, des relations nécessaires des entreprises et de l'école ; on peut garder des positions idéologiques, avoir des points de vue sur l'entreprise, sur l'école, etc., et en même temps reconnaître qu'une société ne peut pas fonctionner sans que cette question soit traitée ; tous nos voisins autour la traitent beaucoup mieux que nous.

Premier point, cela a beaucoup évolué, cela a évolué en pratique ; jamais autant la formation professionnelle ne s'est développée, on n'est pas arrivé à un point satisfaisant, Monsieur BELIN a fait un point très précis là-dessus, des questions qui restent posées, que ce soit des questions de formation initiale, ou sur les relations école-entreprise ; malgré les efforts qui ont été faits, le développement de l'apprentissage, des formations qualifiantes, des formations professionnalisantes, on a beaucoup progressé sur ces points.

Tout cela s'est fait, tous ces progrès de la société française par rapport à la question, se sont faits dans un univers de chômage de masse ; effectivement, cet univers de chômage de masse fait qu'il y avait d'un côté des progrès et que de l'autre côté, ce chômage de masse allait peser sur les comportements et notamment sur les comportements des entreprises.

D'une certaine manière, les Pouvoirs Publics, car la question du chômage a été essentiellement gérée par l'Etat dans notre pays, car nous sommes dans cette situation, même si les partenaires sociaux y participent, le partenariat social n'est pas central dans notre pays comme il l'est au Danemark, en Suède, en Allemagne, etc. Cela a été géré par l'Etat et l'Etat, face au chômage de masse, notamment des jeunes et d'abord des jeunes (en 1980 : 1 million de jeunes demandeurs d'emploi) a mis en place toute une série de dispositifs, qui sont des dispositifs, qu'on le veuille ou non, à travers lesquels on a initié les transformations du droit du travail.

Effectivement, cela pèse très lourd dans les représentations ; c'est par ce biais, et sur la base de quelque chose qui était une représentation uniquement du comportement rationnel de l'entrepreneur ; on va baisser le coût du travail et on va mettre des contrats que l'on appelait « atypiques » ; grâce à cela, on ferait rentrer les jeunes dans l'entreprise ; mais on n'a pas pris la mesure de cette stratégie mise en œuvre, qui s'est poursuivie 30 ans, sur le fait que, quelque part, dans le même temps qu'il y avait une amélioration très considérable de l'image des entreprises, il y avait aussi de l'autre côté quelque chose de très négatif.

Beaucoup d'entreprises ont eu de ce point de vue, qu'on le veuille ou non, un comportement parfaitement rationnel, elles ont utilisé ces dispositifs ; c'est à travers des bricolages, car on n'a pas la base de compromis sociaux, de capacité à construire des compromis sociaux entre partenaires sociaux, que l'Etat renvoyait à une politique assez contradictoire : d'un côté, cela a fait progressé ; et les partenaires sociaux y ont participé ; j'ai participé au Conseil de l'Education, à un certain nombre d'instances, aux travaux du Plan dans ce domaine ; il y avait des accords sur une idée : aucun jeune ne doit sortir d'un cycle de formation sans avoir eu une période de professionnalisation en entreprise ; c'était des accords en 2001, au sein de la commission CHARVET, entre le MEDEF, la CGPME, les organisations syndicales sans exception sur ce point ; on voit bien ensuite la difficulté d'avancer là-dessus.

Deuxième point, en écoutant les uns et les autres, et je connais bien sûr les missions locales depuis longtemps, la prévention spécialisée (je parle un peu en ancien combattant, mais c'est simplement pour mettre les choses un peu en perspective) je constate que les discours que tiennent les gens qui sont sur le terrain au contact des jeunes ne sont plus idéologiques ; ils vont au charbon, se demandent comment faire pour faire bouger les choses, résoudre les problèmes ; ce n'était pas comme cela voici 30 ans ; même si ici ou là, on a pu le constater, on a pu avoir des positions un peu radicales là-dessus, elles peuvent être saines, mais dans l'ensemble, les prises de position ont été :

comment fait-on concrètement pour faire bouger les choses, dans une société difficile, avec un niveau de chômage important qui vient structurer cela ?

C'est aussi un point d'avancée, je le considère ainsi.

Troisième point qu'il ne faut pas perdre de vue, je considère que toute une série de collectivités, parce qu'elles étaient engagées dans les missions locales notamment, qui aujourd'hui s'investissent dans ce domaine ; l'interrogation que j'ai n'est pas d'en faire plus de ce point de vue ; je me pose des questions ; c'est un travers français, on est arrivé à quelque chose qui est vraiment un éclatement des initiatives, des positions là-dessus, éclatement qui vient renforcer quelque chose qui me semble problématique dans la société : le déplacement de la responsabilité d'un certain nombre de problèmes des partenaires sociaux aux collectivités publiques ; il y a une vraie question sur ce point pour retrouver une dynamique plus forte, pour que ce soit les partenaires sociaux qui portent véritablement, plus qu'ils ne le font en France, même s'ils sont très présents, cela.

Vis à vis de la multiplication des initiatives, je suis un peu affolé de voir que l'on a multiplié beaucoup trop, avec le système : on a créé les missions locales, puis le Pôle Emploi, en se demandant si on les mettait dedans, les maisons de l'emploi, et on continue sans fin à entretenir un système dont il faudrait plutôt pousser la dynamique dans les deux voies : d'un côté, la régulation du marché du travail, les partenaires sociaux ont un rôle essentiel, mais encore faudrait-il que l'on valorise les partenaires sociaux ; ce qui vient de se passer sur la retraite est un peu problématique quand même de ce point de vue, dans la stratégie ; et de l'autre côté, le travail inlassable qu'il faut faire sur les relations entre les entreprises et l'école, car celui-là, il faut le continuer, et le continuer sans cesse, que ce soit au niveau du collège, du lycée ou autres, sur les rapprochements entre les deux.

(Applaudissements)

**Jean-Marc DUMONT, Animateur**

Je vous propose d'en rester là ; il est difficile de prendre la parole après ; je vous remercie de votre participation.

**René BELIN, Président du club Auvergne de l'association Jeunesse et Entreprise**

Pour celles et ceux que cela intéresse, nous avons le 19 octobre notre colloque national sur l'alternance, qui se tient à Bercy, à Paris, et pour les gens que cela intéresse, j'ai ici des invitations.